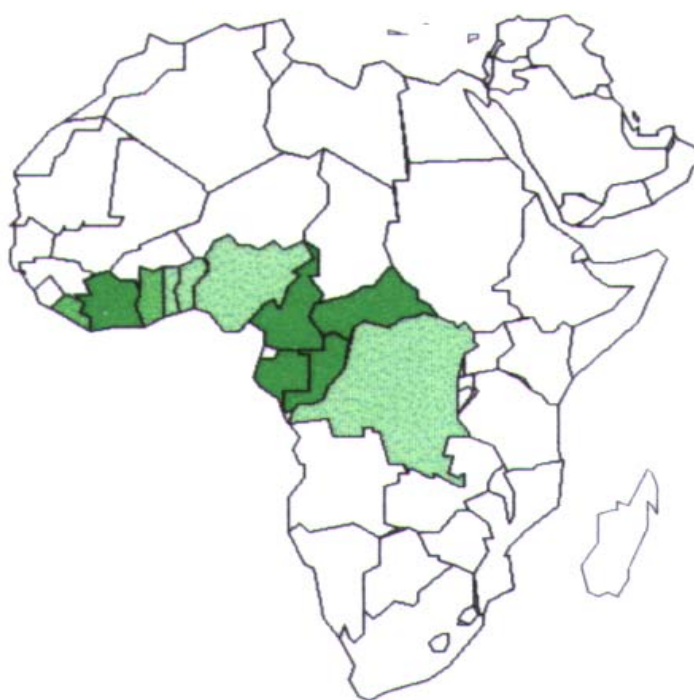


Projet Forafri
Document de travail n°2

**Les besoins d'information forestière
en Afrique centrale**



Norbert Gami – Charles Doumenge

Juillet 2002





Projet Forafri

Document de travail n°2

**Les besoins d'information forestière
en Afrique centrale**

Résultats d'une enquête du projet Forafri

Norbert Gami – Charles Doumenge

Juillet 2002



Remerciements

Ce document est le résultat d'une enquête menée par le projet Forafri au cours de l'année 2001 auprès des différents acteurs de la gestion forestière en Afrique Centrale.

Notre gratitude va à Monsieur Jacques Mercoiret, Consultant en communication, qui nous a aidé dans la démarche et la formulation des questions.

A Patrice Bigombe Logo, Donatien N'dzala et Jean-Claude Nguinguiri, toute notre gratitude pour leur participation très active à la distribution et à la collecte du questionnaire auprès des personnes enquêtées.

Sincères remerciements à Messieurs Jean Guy Bertault, Jean-Jacques Landrot et Robert Nasi pour nous avoir fait part de leurs appréciations et commentaires.

Nos remerciements s'adressent aussi à Madame Fabienne Beurel-Doumenge pour la relecture du texte, ses commentaires et ses conseils pour la mise en forme de ce document, ainsi qu'à Mademoiselle Nathalie Chaley, du projet Forafri, pour le suivi au quotidien de l'envoi et la réception des questionnaires remplis.

Nous remercions enfin très sincèrement toutes les personnes qui ont bien voulu répondre à nos questionnaires. Sans elles ce document n'aurait jamais vu le jour.



Table des matières

Introduction	4
Approche méthodologique	5
Une combinaison de trois approches	5
Réponses obtenues	5
Avantages et inconvénients des trois approches	7
1 – Identification des répondants	9
2 – Principaux besoins thématiques	11
3 – Les supports de communication	14
4 – Lieux de dépôt des informations	16
5- Comment être informé des nouveaux produits ?	18
6 – Qui informer en priorité ?	20
En guise de conclusion	22
Annexe 1 – Questionnaire	24
Annexe 2 – Lettre d’accompagnement du questionnaire	27
Annexe 3 – Compléments d’informations à propos de la question n° 2	28
Annexe 4 – Titres de presse cités par les personnes ayant répondu au questionnaire	29
Sigles et abréviations	30



Introduction

Le projet Forafri a pour objectifs le transfert des connaissances scientifiques et techniques auprès des acteurs du secteur forestier d'Afrique centrale et occidentale côtière, ainsi que l'appui à la recherche forestière régionale. Il s'inscrit dans une dynamique plus large visant à favoriser une gestion rationnelle des forêts denses humides de cette partie de l'Afrique.

La gestion des forêts est un vaste domaine qui fait intervenir divers acteurs. Ces derniers ont évidemment des besoins tout aussi diversifiés en terme de connaissances nécessaires aux prises de décisions et aux actions qu'ils mènent. Dans le cadre du premier des objectifs du projet Forafri, il s'agit donc de transférer auprès des acteurs concernés des connaissances adaptées à leurs besoins, par des canaux appropriés auxquels ils ont facilement accès. Mais, comment choisir parmi tous les thèmes possibles et les canaux de communication, si ce n'est en demandant leur avis aux bénéficiaires eux-même ?

Ce document de travail présente les résultats de l'enquête menée par le projet essentiellement dans cinq pays de l'Afrique Centrale : Cameroun, Congo, Gabon, République Centrafricaine (RCA) et République Démocratique du Congo (RDC). Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de communication des connaissances capitalisées par Forafri (Mercoiret, 2001 ; Gami & Doumenge, 2001¹).

Etant donné le manque d'information de base sur ce sujet dans le secteur forêt-environnement, il nous a semblé opportun de publier les résultats de cette enquête sous forme d'un document de travail. Nous souhaitons que ce document suscite une réflexion plus approfondie dans ce domaine de la communication et de la valorisation des informations scientifiques et techniques pour la gestion durable des forêts, en particulier de la part des organismes régionaux et nationaux ou des ONG qui travaillent dans ce secteur.

¹ Mercoiret J., 2001.- Conception et définition d'une stratégie de communication du projet Forafri en 2001. *Rapport CIEPAC, Montpellier (France)* : 56 p.

Gami N. & Doumenge C., 2001.- Les acteurs de la gestion forestière en Afrique centrale et de l'Ouest. *Document de travail Forafri*, 1 : 39 p.



Approche méthodologique

Une combinaison de trois approches

Le questionnaire présenté en annexe 1 a été élaboré par la Cellule régionale du projet Forafri avec l'appui d'un consultant en communication. Une première version a été testée auprès de quelques personnes, puis modifiée pour obtenir le questionnaire définitif.

Nous avons ensuite utilisé trois types d'approches :

1. **Envoi du questionnaire par courrier électronique** : effectué depuis Libreville (Gabon) par la Cellule régionale du projet. Le questionnaire était accompagné d'une courte lettre introduisant les objectifs de l'enquête (Annexe 2).
2. **Interrogation directe** de la personne enquêtée et obtention immédiate du questionnaire complété : cette approche a été essentiellement utilisée au démarrage de l'enquête, par la Cellule régionale et le consultant en communication. L'introduction orale au questionnaire prenait environ 5 mn, suivie du questionnement à proprement parlé (une quinzaine de minutes en moyenne). La discussion durait quelquefois plus longtemps et s'enrichissait de commentaires divers de la part du répondant.
3. **Dépôt du questionnaire** auprès des personnes concernées et retrait quelques jours après que ces dernières l'aient rempli : cette approche a été mise en œuvre à la fois par la Cellule régionale ainsi que par les Points-focaux du projet (correspondants de Forafri dans les pays). Le dépôt du questionnaire et de la lettre d'introduction s'accompagnait généralement d'une petite discussion orale avec la personne enquêtée, sauf dans le cas où les documents étaient transmis par une tierce personne.

Nous avons ainsi tenté d'interroger diverses catégories d'acteurs forestiers, bien qu'avec plus ou moins de bonheur (voir chapitre 1) : administrations, exploitants privés, politiques, ONG, institutions de formation ou de recherche, et bailleurs de fonds. L'échantillon final des répondants est détaillé au chapitre 1.

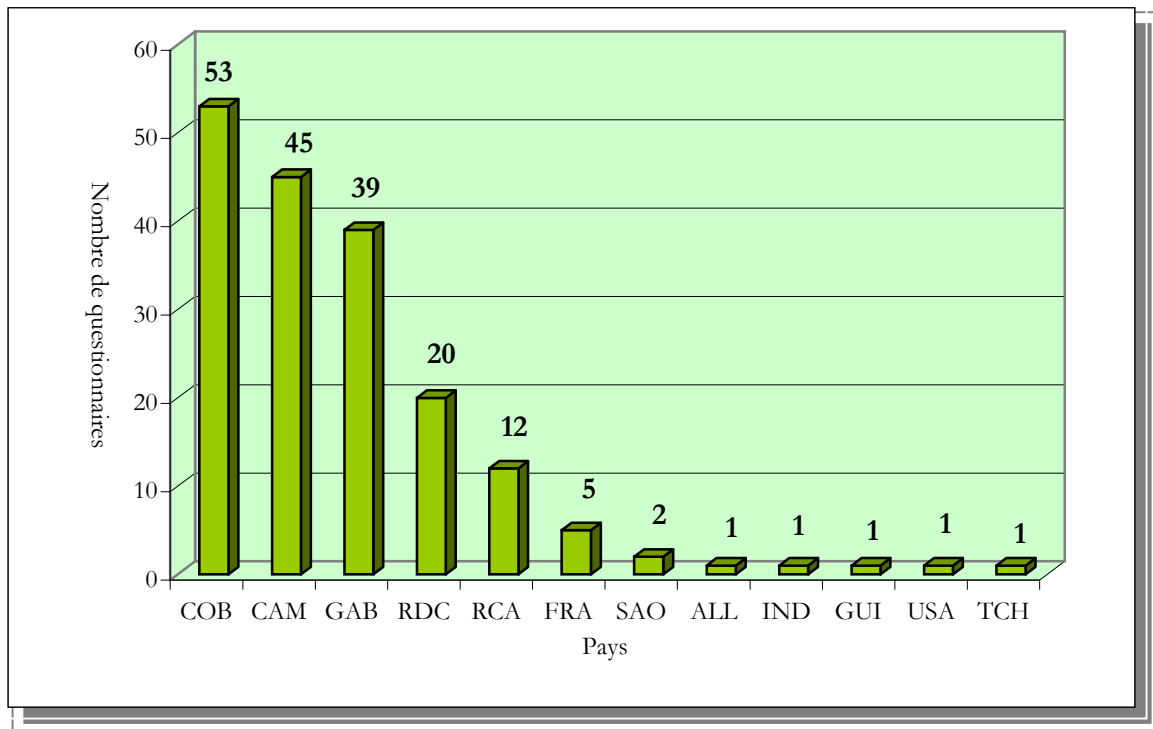
Réponses obtenues

La figure 1 représente le nombre de questionnaires envoyés par pays. Sur un total de 181 questionnaires distribués, les pays essentiellement concernés étaient, par ordre décroissant : le Congo, le Cameroun, le Gabon et la RDC.

Ceci s'explique par la présence de la Cellule régionale du projet au Gabon ainsi que par la mise en place de Points-focaux au Cameroun et au Congo. Ces derniers ont joué le rôle de courroie de transmission du projet dans ces pays, contribuant, d'une part, à le faire mieux connaître et à diffuser les productions du projet, et d'autre part, à faire remonter l'information sur les besoins des acteurs du secteur forestier.

Certains questionnaires ont aussi été distribués par le personnel de la Cellule régionale lors de déplacements dans ces deux pays ainsi qu'en RDC. Plus marginalement, le questionnaire a également été envoyé auprès de quelques rares partenaires de certains pays du Nord.

Figure 1 : Nombre de questionnaires envoyés dans les différents pays



ALL : Allemagne; **CAM :** Cameroun ; **COB :** Congo ; **IND :** Indonésie ; **FRA :** France ; **GAB :** Gabon ; **GUI :** Guinée Equatoriale ; **RCA :** République Centrafricaine ; **RDC :** République Démocratique du Congo ; **USA :** Etats Unis d'Amérique ; **SAO :** Sao Tomé et Principe ; **TCH :** Tchad.

Sur un total de 181 questionnaires distribués, **83** ont été remplis par nos différents partenaires, soit un taux de réponse égal à **46 %**. Ce taux relativement fort est à mettre au compte des contacts personnels et des relances effectuées par le personnel du projet auprès des enquêtés chaque fois que nécessaire.

La fourchette de pourcentages de réponses par pays en fonction du nombre de questionnaires distribués dans le pays est le suivant :

Tableau 1 : Questionnaires distribués dans les pays d'Afrique centrale

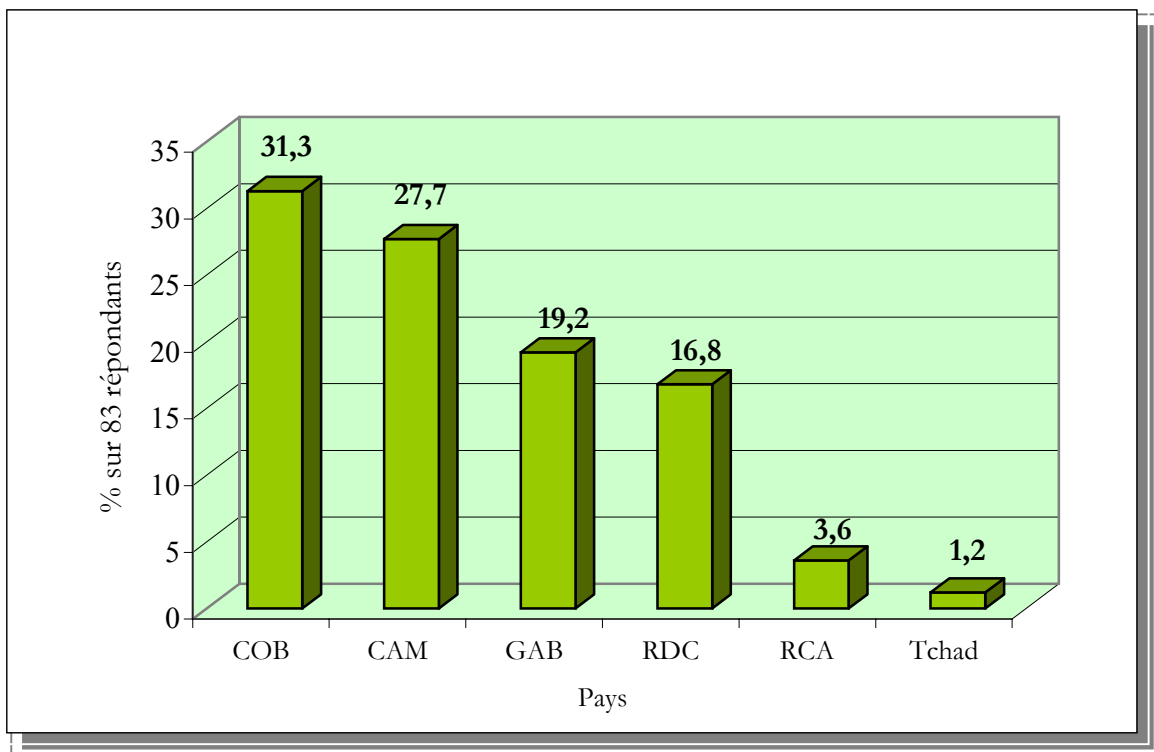
Pays	RDC	CAM	COB	GAB	RCA
Nombre de questionnaires envoyés	20	45	53	39	12
Nombre de réponses reçues	14	23	26	16	3
% de réponses par rapport aux nombre de questionnaires distribués dans le pays	70%	51%	49%	41%	25%

La RDC est le seul pays présentant un pourcentage de réponses nettement plus important que la moyenne. Nous avons sensibilisé les chercheurs quelques semaines avant notre arrivée à Kinshasa, et les questionnaires ont pu être distribués à tous les participants de la réunion organisée lors de notre passage. Notons aussi le fait que les chercheurs de la RDC sont très motivés du fait de l'isolement dans lequel ils se sont trouvés au cours des années passées.

La mobilisation a été moins effective au Gabon que ce à quoi nous pouvions nous attendre étant donné la présence de la Cellule régionale de Forafri dans ce pays : cela peut-être dû tant à un relatif manque d'intérêt qu'à une approche différente de la RDC. Nous n'avons pas organisé de réunion avec tous les chercheurs et les envois ont été faits individuellement. Nous avons profité de certaines réunions ou ateliers pour distribuer les questionnaires.

Etant donné que l'effort d'enquête a été plus important au Cameroun, au Congo, au Gabon et en RDC, l'échantillon de « répondants » provient essentiellement de ces pays (Figure 2).

Figure 2 : Pourcentage de répondants par pays de la région



Avantages et inconvénients des trois approches

L'approche 1 (envoi du questionnaire par courrier électronique) n'a pas bien fonctionné. Nous n'avons reçu que 5 % de réponses environ.

De plus en plus de personnes disposent d'une adresse électronique, soit parce qu'elles travaillent dans un projet ou une société, soit parce qu'elles ont leur propre adresse dont elles consultent la « boîte à lettre » dans un cybercafé. Dans le premier cas il s'agit souvent de personnes très occupées, qui reçoivent de nombreux messages. Elles ne prennent souvent pas le temps de répondre aux messages qui demandent un peu de réflexion et ne les concerne pas directement. Dans le deuxième cas nous avons des personnes provenant de services administratifs peu dotés en matériel informatique ou d'ONG. Celles-là évitent de passer trop de temps à répondre à ce type de message... car cela coûte de l'argent et elles ne voient pas toujours quel bénéfice elles en retireront.



Toutes ces personnes vivent en ville : il n'est pas possible de toucher le milieu rural ou les fonctionnaires forestiers de terrain par ce biais. Cette approche est tout de même intéressante car elle permet d'effectuer des envois en nombre et d'informer un grand nombre de partenaires sur les activités développées par le projet ; mais il ne faut pas trop attendre de réponses de leur part ! Peut-être aurait-il fallu avoir une approche plus « commerciale » en promettant l'envoi d'un CD-ROM Forafri à tout répondant, par exemple ?

Par contre, la deuxième formule (interrogation directe) est la plus efficace car il est possible de profiter d'un entretien de travail pour faire passer le questionnaire. Celui-ci n'est plus relégué aux oubliettes après notre passage. Cette approche a bien marché dans les deux Congo, où en 3 jours de mission entre Brazzaville et Kinshasa nous avons pu ramener 14 questionnaires remplis. Cela implique toutefois de passer du temps avec le répondant (qui n'en a pas toujours beaucoup à consacrer à l'enquêteur). Cela implique aussi une certaine pression psychologique pour amener la personne enquêtée à répondre sur le champ : cela peut avoir un impact négatif à la fois sur les réponses et sur les relations ultérieures entre enquêté et enquêteur. D'où la nécessité de préparer ce type de rendez-vous et de prévenir la personne enquêtée à l'avance.

L'approche n°3 (dépôt du questionnaire et retrait ultérieur) a donné des résultats satisfaisants, en particulier grâce au suivi assuré par les Points-focaux auprès des personnes questionnées. C'est ce qui explique le nombre de réponses plus élevé au Congo et au Cameroun par rapport aux autres pays. Cette méthode, comme la précédente, permet aussi de mieux expliquer l'intérêt de l'enquête et de convaincre la personne d'y répondre. Elle implique toutefois de prévoir de relancer les enquêtés, parfois plusieurs fois.

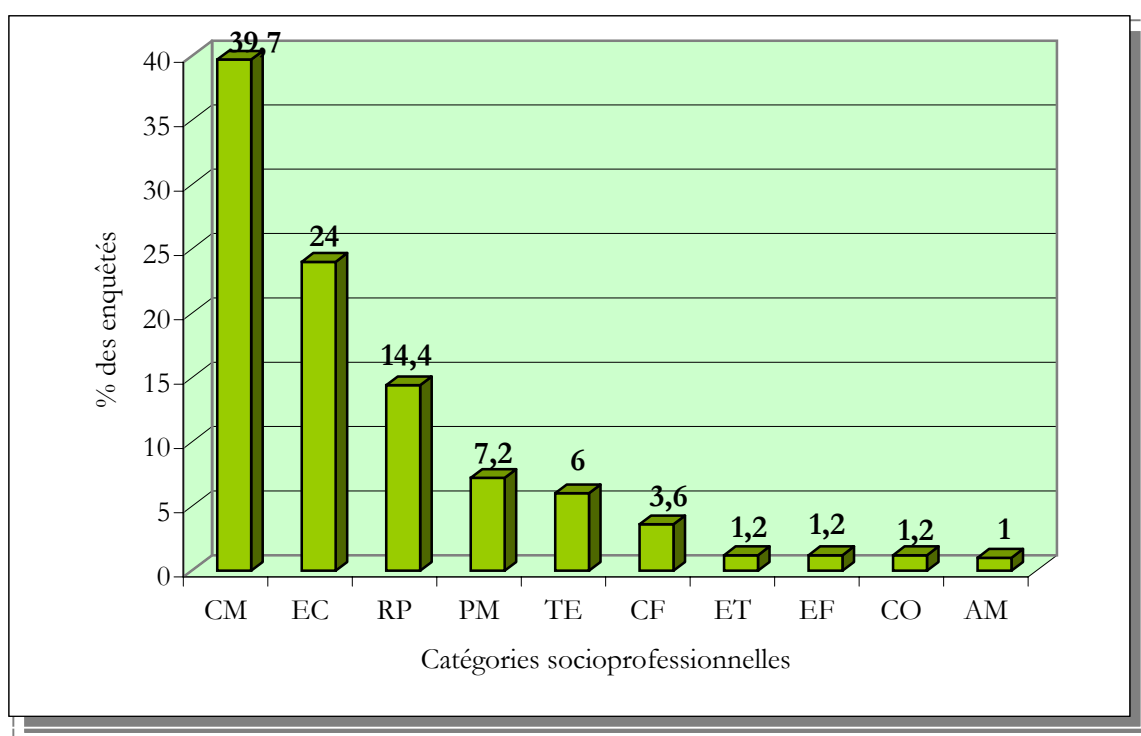
La première conclusion à tirer de cette brève analyse c'est que, pour toucher le plus grand nombre d'acteurs possibles, il est nécessaire d'envoyer les enquêteurs directement auprès de ceux-ci : le contact humain est irremplaçable lorsqu'il s'agit d'expliquer la démarche, d'en présenter l'intérêt pour la personne enquêtée ou d'explicitier des points du questionnaire qui paraîtraient obscurs. Le mailing par courrier électronique apparaît comme peu efficace.

1 – Identification des répondants

Question n°1 : Quel poste occupez-vous ?

La question est destinée à préciser le poste qu'occupe le répondant au sein de son institution. L'analyse des réponses montre que les cadres des Ministères des eaux et forêts (CM) viennent en première position des personnes ayant répondu au questionnaire, suivis par les enseignants-chercheurs (EC) et les responsables de projets (RP). Ceci est assez logique car ce sont trois catégories de personnes avec lesquelles le projet Forafri entretient des relations de travail suivies et qui sont aussi demandeuses d'informations et de documents (Figure 3).

Figure 3 : Répartition des personnes enquêtées par catégories socioprofessionnelles



AM = Aménagistes ; **CF** = Conseillers en foresterie et environnement (coopération internationale) ;
CM = Cadres des Ministères ; **CO** = Consultants ; **EC** = Enseignants-chercheurs ;
EF = Exploitants forestiers ; **ET** = Etudiants ; **PM** = Parlementaires ; **RP** = Responsables de projet ;
TE = Techniciens.

Un petit nombre de parlementaires a aussi répondu au questionnaire (7,2 % de l'échantillon). Ils ont été contactés lors d'une réunion du réseau des parlementaires mis en place dans le cadre de la CEFDHAC (Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale). Cette catégorie d'acteurs est intéressante parce qu'elle inclut des personnes qui prennent ou amendent les décisions politiques engageant un pays tout entier.



La catégorie des ONG n'est pas formellement représentée. Elle l'est indirectement à travers les responsables de projets (souvent gestionnaires ou assistants techniques de projets mis en œuvres par des ONG internationales) ou par des personnes d'autres catégories qui sont en même temps membres d'ONG nationales.

On peut par contre regretter la faible participation des exploitants forestiers malgré nos efforts pour les toucher à travers leurs différents syndicats tel que le SYNFOGA au Gabon (Syndicat des Forestiers du Gabon). De même, les aménagistes travaillant avec les exploitants forestiers ne semblent pas avoir été intéressés par cette enquête alors que bon nombre de publications de Forafri leurs sont adressées. Mais peut-être sont-ils déjà satisfaits par la production passée du projet ?

L'échantillon des répondants n'est pas représentatif de l'ensemble des acteurs forestiers. Les opérateurs économiques, les représentants de populations rurales et les gestionnaires de terrain y sont peu représentés. Cet échantillon est par contre représentatif des milieux administratifs, intellectuel et opérationnel (projets) ainsi que, dans une moindre mesure, politique. Toutes ces personnes possèdent une certaine éducation et résident en milieu urbain.

2 – Principaux besoins thématiques

Question n°2 : Dans quel(s) domaine(s) avez-vous besoin d'informations en matière de gestion durable des forêts et d'aménagement des forêts ?

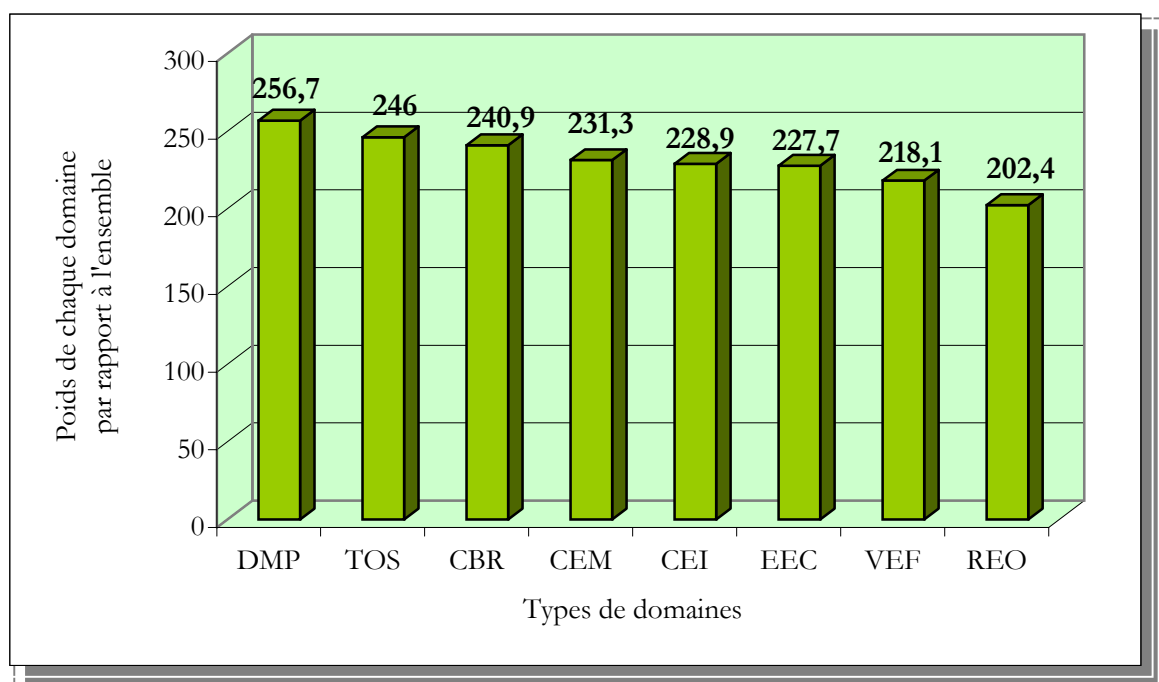
Pour cette question nous avons listé huit grands domaines parmi lesquels les personnes enquêtées devaient choisir ceux qui les intéressent en indiquant l'ordre de priorité : 1 = peu important ou moins important que d'autres sujets, 2 = important, 3 = très important. Pour chaque domaine thématique, les résultats sont exprimés en pourcentage de l'ensemble des réponses, 100 % équivalant aux 83 personnes enquêtées.

A titre d'exemple : concernant la « Connaissance de la Biodiversité et de la Ressource forestière » (CBR), comme l'indique le tableau 2, plus de 56 % des 83 répondants (soit 47 personnes) placent ce thème parmi les plus importants; 27,7 %, soit l'équivalent de 23 répondants, le jugent important et 15,7 %, soit 13 répondants, le trouvent peu important.

Si l'on affecte un poids à chaque réponse en multipliant respectivement par 1, 2 et 3 les résultats des colonnes « moins important », « important » et « très important », on obtient le classement général présenté dans la figure 4. Le domaine de connaissance pour lequel les répondants expriment le plus de besoins (et qu'ils considèrent comme étant le plus important) est celui relatif aux démarches, méthodes et processus de gestion durable et d'aménagement (DMP). Les besoins en ce domaine concernent pratiquement tous les acteurs interrogés : seul un peu moins de 10 % des répondants y accordent peu d'intérêt ou disposent de suffisamment d'information en la matière.

En seconde position viennent les techniques et outils spécialisés pour la mise en œuvre de la gestion et de l'aménagement (TOS), puis le besoin en connaissances sur la biodiversité et la ressource forestière (CBR). Tous ces domaines intéressent en premier lieu les cadres des ministères et les enseignants-chercheurs.

Figure 4 : Domaines prioritaires de besoins en information



**Tableau 2** : Résultats détaillés des réponses à la question n°2

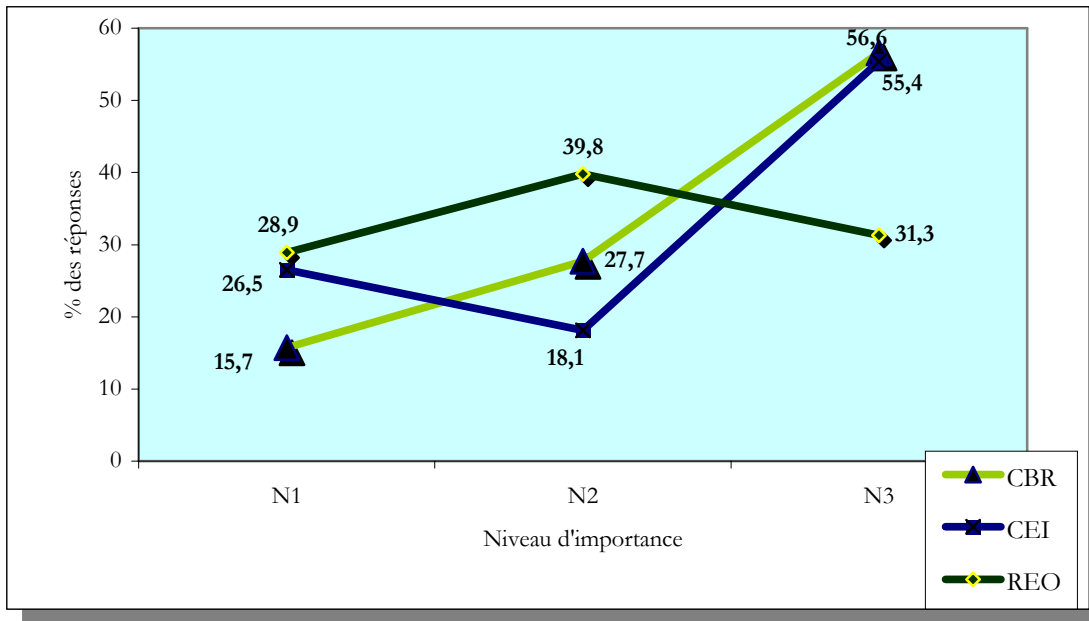
Domaines	% et score	Moins important	Important	Très important	Score total
CBR Connaissance de la biodiversité et de la ressource forestière (écologie, botanique, zoologie)	% Score	15,7 15,7	27,7 55,4	56,6 169,8	<u>240,9</u>
CEI Connaissance des événements internationaux et de leurs impacts sur les règlements et la gestion des forêts	% Score	26,5 26,5	18,1 36,2	55,4 166,2	<u>228,9</u>
CEM Connaissance de l'évolution mondiale et nationale des ressources forestières et de leurs conséquences économiques	% Score	20,5 20,5	27,7 55,4	51,8 155,4	<u>231,3</u>
DMP Démarches, méthodes et processus de la gestion durable et de l'aménagement	% Score	9,6 9,6	24,1 48,2	66,3 198,9	<u>256,7</u>
EEC Exemples et études de cas d'aménagement durable	% Score	21,7 21,7	28,9 57,8	49,4 148,2	<u>227,7</u>
REO Résultats d'expériences, d'observations et de mesures	% Score	28,9 28,9	39,8 79,6	31,3 93,9	<u>202,4</u>
TOS Techniques et outils spécialisés pour mettre en œuvre la gestion durable et l'aménagement des forêts	% Score	16,9 16,9	20,5 41,0	62,7 188,1	<u>246,0</u>
VEF Valorisation des essences forestières, transformation et commercialisation	% Score	26,5 26,5	28,9 57,8	44,6 133,8	<u>218,1</u>

Les domaines de connaissance préoccupants le moins les répondants sont, d'une part, les résultats d'expériences, d'observations et de mesures (REO) et, d'autre part, la valorisation des essences forestières, transformation et commercialisation (VEF). L'intérêt relativement faible pour ce dernier domaine est probablement lié à la faible représentativité du secteur privé dans l'échantillon de personnes qui ont répondu au questionnaire.

Les « profils » de réponses sont du même type pour la plupart des domaines, présentant une augmentation du pourcentage de réponses de la colonne de gauche à la colonne de droite du tableau 2 (voir figure 5) : relativement peu de personnes trouvent les domaines en question « peu important » alors que le plus grand nombre les trouve « très important ».

Seuls deux domaines sortent de ce schéma général. Il s'agit tout d'abord de la connaissance des événements internationaux et de leurs impacts sur les règlements et la gestion des forêts (CEI), avec un profil en « V ». Plus de 55 % des répondants estiment qu'il s'agit d'un domaine très important, en particulier les décideurs politiques (parlementaires) et ceux qui préparent les décisions pour eux. A l'autre extrémité, un bon nombre de répondants n'y accordent pas beaucoup d'intérêt (plus de 25 %).

Figure 5 : Profils de quelques domaines (cf. tableau 2)



Le domaine concernant les résultats d'expériences, d'observations et de mesures (REO) présente quant à lui un profil en « chapeau chinois aplati », avec des chiffres oscillant entre près de 30 et 40 % dans toutes les colonnes.

Outre les grands domaines pré-définis, une question ouverte permettait aux personnes interrogées d'exprimer des besoins spécifiques plus ou moins bien couverts par les grands domaines en question. Une grande majorité des répondants a ainsi exprimé des besoins dans le domaine de la communication des résultats de la recherche et des mécanismes de diffusion de l'information : édition et accès aux publications, réseaux d'échanges d'expérience, conférences, formation,... (voir annexe 3). Les répondants expriment ainsi de très forts besoins en ce sens. Nous y reviendrons lors de l'analyse des réponses aux questions 3 à 5.

Les autres besoins spécifiques exprimés tournent autour des politiques forestières, de la gestion décentralisée des ressources (y compris la gestion des conflits) et de l'économie forestière (bois et produits forestiers non ligneux).

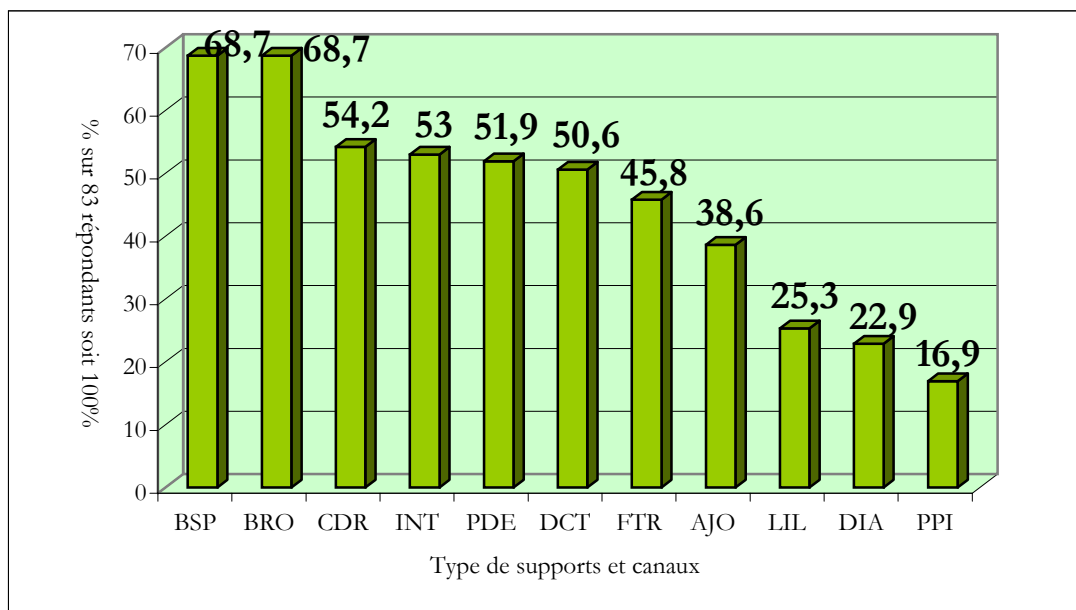
Le thème de la gestion forestière durable, y compris les interactions sociales et socio-environnementales, est celui pour lequel les acteurs du domaine forestier ont exprimé les plus forts besoins en matière d'information. Ceci inclut les techniques, méthodes et processus d'aménagement ainsi que la connaissance du milieu et des ressources. La documentation technique en aménagement forestier est ainsi très recherchée par les chercheurs, les enseignants des écoles forestières, les aménagistes et les techniciens de la région. Les questions de gestion décentralisée, de foresterie communautaire et de gestion des conflits ont été largement évoquées par les personnes enquêtées. Elles sont à la fois valables dans le cadre des aménagements pour la production de bois, des aménagements des finages villageois et des aménagement des aires protégées, les trois piliers du développement forestier durable.

3 – Les supports de communication

Question n°3 : Sur quels supports et par quels canaux souhaitez-vous recevoir ou accéder à cette information ?

Pour cette question, nous avons listé 11 types de supports possibles. Le répondant choisit autant de supports qu'il veut en fonction de la réalité qu'il vit au quotidien pour accéder ou échanger de l'information. Une case « Autres » permettait aux répondants d'ajouter d'autres supports éventuels mais celle-ci n'a été utilisée par aucune des personnes interrogées. La figure 6 résume l'analyse du dépouillement des 83 réponses reçues à cette question.

Figure 6 : *Types de supports et canaux souhaités pour accéder à l'information*



AJO = *Articles de journaux* ; **BRO** = *Brochures/Ouvrages* ; **BSP** = *Bulletins spécialisés* ; **CDR** = *Cédéroms/DVD* ; **DCT** = *Dossiers complets sur un thème* ; **DIA** = *Diapositives* ; **INT** = *Internet* ; **FTR** = *Fiches techniques* ; **LIL** = *Livrets illustrés* ; **PDE** = *Présentations/débats par des experts* ; **PPI** = *Posters/Planches illustrées*.

Les brochures/ouvrages et les bulletins spécialisés (avec plus de 68 % des répondants, soit 57 personnes sur 83) arrivent en tête des types de support souhaités. D'une manière générale, les supports papiers sont les plus demandés dans la région : ouvrages, bulletins mais aussi dossiers thématiques, fiches techniques et, dans une moindre mesure, articles de journaux. Ceci est déjà bien marqué dans le cas de notre échantillon, mais le serait plus encore si nous avions pu interroger plus largement du personnel de terrain ou vivant en milieu rural.

En seconde position, l'on trouve les supports électroniques (cédérom et DVD) et internet (messageries, web). Internet est plus utilisé dans sa version messagerie (courrier électronique) que pour la navigation sur les sites web ou le téléchargement des fichiers. Il faut souligner que l'échantillon des répondants comporte une forte proportion de personnes ayant accès – plus ou moins facilement – à un ordinateur, ce qui n'est pas le cas de la majorité des acteurs forestiers. Si l'échange de données électroniques et leur utilisation sont en plein développement dans la région, en partie grâce à l'ouverture de cybercafés, ces



nouvelles possibilités d'accès à l'information sont réservées aux citoyens des grandes villes. Dans la majorité des pays, les gens n'ont pas accès à ce type d'outils.

Avec toujours un peu plus de 50 % des réponses, les présentations et débats par des experts (conférences), ainsi que les conférences et ateliers (mentionnés par certains dans leurs réponses à la question précédente), viennent parmi les canaux de communication les plus appréciés. Nos interlocuteurs éprouvent ainsi le besoin d'échanges directs entre personnes au-delà des moyens de communication de masse.

Pour terminer ce rapide tour d'horizon, trois des supports identifiés ne semblent pas retenir l'attention des personnes enquêtées : les posters, les diapositives et les livrets illustrés. Ceux-ci sont des supports de vulgarisation qui pourraient être utiles aux personnels de terrain (quasiment pas représentés dans notre échantillon) ou aux enseignants. Toutefois, l'intérêt de ces derniers s'est plutôt porté sur des supports papiers ou électroniques, censés contenir un plus grand nombre d'informations technico-scientifiques.

Alors que le cédérom et le téléchargement via internet tendent à reléguer le support papier au second plan dans les pays du Nord, cela n'est pas le cas en Afrique centrale. Il ressort clairement de cette analyse que le support papier reste la forme d'accès à l'information la plus prisée dans la région (brochures, bulletins, dossiers, fiches techniques).

Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, le support papier est facilement consultable et utilisable sans coût additionnel ni nécessité de posséder un quelconque matériel. Ensuite, la plupart des chercheurs, voire même des laboratoires de la région, ne disposent pas ou peu d'ordinateurs et d'imprimantes. Le faible pouvoir d'achat, les primes de recherche ridicules, les budgets de fonctionnement des départements très faibles, ne permettent pas aux enseignants-chercheurs de s'équiper en matériel informatique ni même de disposer de suffisamment de lignes téléphoniques fonctionnelles. Ce problème est aussi crucial dans les administrations.

Les difficultés de connexion dissuadent aussi toutes ces personnes d'utiliser largement internet, en particulier pour naviguer sur la toile (difficultés de connexions, temps de chargement longs, coûts, disponibilité des ordinateurs). La navigation sur internet coûte cher pour la majorité des ressortissants de la région, en particulier dans des pays comme la République Centrafricaine, les deux Congo et la Guinée Equatoriale. Si, au Cameroun, la navigation pour une heure coûte 500 Fcfa dans la plupart des cybercafés de la capitale, le prix s'élève à 1.000 à 1.500 Fcfa à Libreville (Gabon) et Brazzaville (Congo).

La lecture d'un cédérom peut aussi se transformer en parcours du combattant pour la personne qui doit solliciter les services d'un ami ou d'un parent travaillant dans une structure étatique ou privée mieux lotie. Malgré ce handicap, le cédérom perce dans le milieu de la recherche. Il s'avère donc nécessaire de continuer à diffuser les documents sur support papier tout en introduisant progressivement ce type de support électronique. Toutefois, supprimer le support papier serait une erreur.

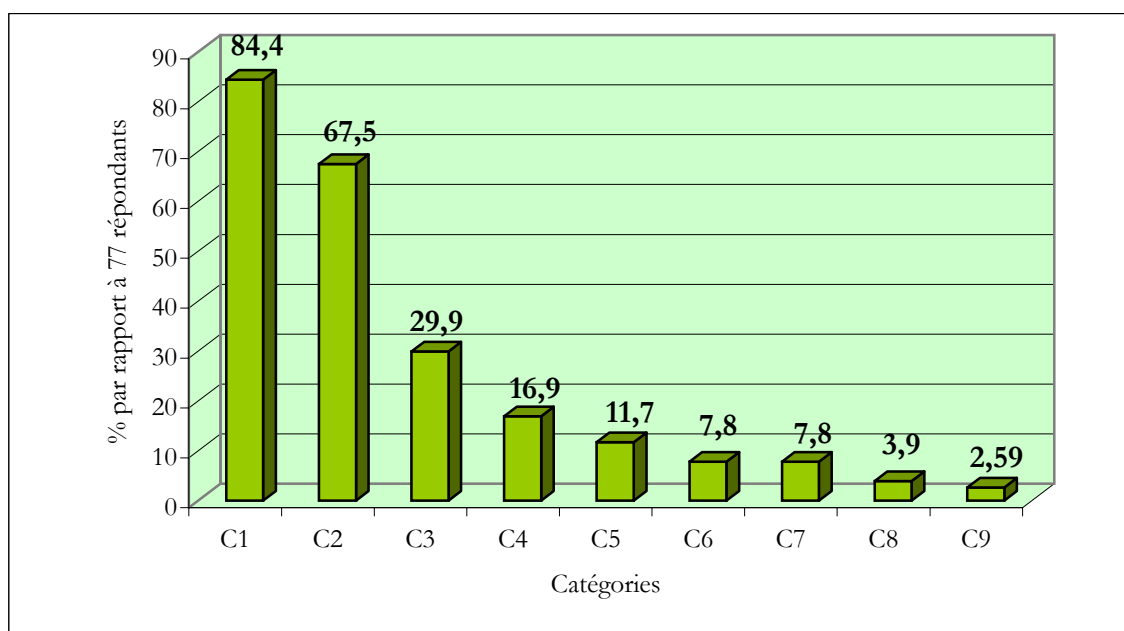
Des supports de la culture écrite (documents papiers), de la culture électronique (cédérom et internet) et de la culture orale (conférences) sont représentés parmi les canaux de communication les plus cités. Même si de plus en plus de personnes utilisent régulièrement l'ordinateur et le courrier électronique, les difficultés et les habitudes sont telles que le support papier reste le plus demandé par tout le monde. Il est nécessaire de continuer à produire des documents papier tout en développant une diffusion de masse sous format électronique. Celle-ci reste dépendante de l'équipement informatique, des débits de communications insuffisants dans la région et des coûts encore trop élevés de consultation.

4 – Lieux de dépôts des informations

Question n°4 : Dans quels lieux stratégiques (organismes ou institutions...) souhaitez-vous que les documents imprimés de Forafri soient localisés pour être facilement accessibles ?

Les personnes enquêtées pouvaient donner le nom de quatre institutions au maximum, dans un ordre décroissant de préférence. Sur les 83 questionnaires reçus, il y a eu 77 réponses à cette question.

Figure 7: Lieux stratégiques de dépôt des documents produits par le projet Forafri



C1 = Institution de la personne enquêtée ; **C2** = Institution travaillant dans le secteur forestier ;
C3 = Institution travaillant dans un autre secteur, Organismes internationaux, ONGS internationales ;
C4 = Ministères ; **C5** = Centres Culturels Français (CCF) ; **C6** = Internet ; **C7** = Points focaux du projet ;
C8 = Services de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) ; **C9** = Pas de propositions.

Il ressort de cette analyse que 84,4% des 77 personnes ayant répondu citent en premier lieu leur propre institution, même si celle-ci n'a pas de centre de documentation.

Les organismes internationaux tels que la FAO, l'OAB, l'OIPT et certaines ONGs internationales (WWF, CARPE...), les Centre Culturel Français - CCF (dans le cas du Congo Brazzaville et du Gabon), inspirent plus confiance pour le dépôt des documents Forafri que les bibliothèques nationales ou universitaires.

Le problème des lieux stratégiques pour la consultation des documents est un casse-tête dans la région. Les bibliothèques ou centres de documentation nationaux n'existent que de nom. En effet leur gestion



au quotidien laisse à désirer. Il en est de même des bibliothèques universitaires. Très souvent la gestion des documents dans les centres de recherches et Ministères est très personnalisée. Chaque responsable relevé de sa fonction part avec « ses » documents pour ne pas dire la bibliothèque.

A ces aspects s'ajoutent l'instabilité socio-politique dans des pays comme le Congo et la République du Congo Démocratique qui a occasionné le pillage des documents à des fins non scientifiques.

Le manque de personnel formé à la tenue de centres de documentation contribue largement à ce sombre tableau sur la conservation des documents scientifiques et de leur mise à disposition pour le grand public.

Enfin, il convient de souligner que le secteur privé (cabinets d'aménagement, par exemple), n'a pas été cité. Cela tient encore une fois à la sous-représentativité de ces acteurs dans l'échantillon de répondants mais aussi à la difficulté de collaboration des enseignants-chercheurs et des administrations avec le secteur privé. L'accès au secteur privé reste en effet limité à des partenariats ciblés. Il ne peut en aucun cas remplacer les centres de documentation ouverts à tous.

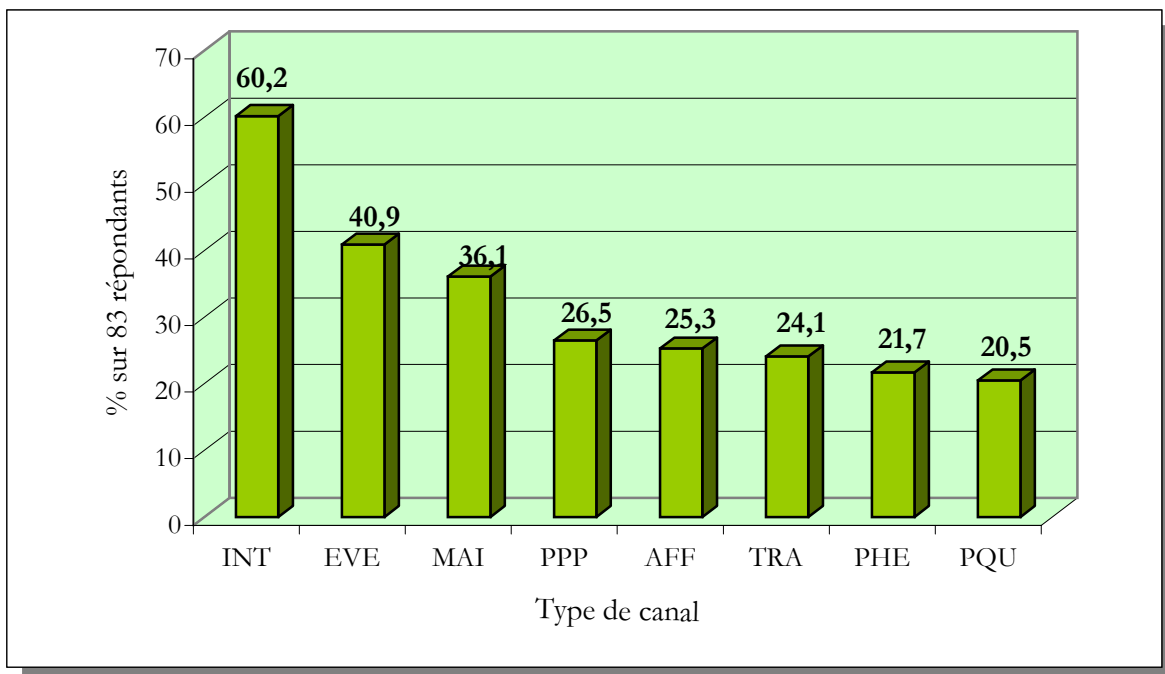
Les documents Forafri devraient donc être déposés prioritairement dans de grands organismes (FAO, OAB, OIBT, WWF, UICN, CARPE, CCF...). On prendra tout de même en compte les institutions nationales de formation et de recherche (où la mise à disposition auprès de tous les chercheurs n'est pas souvent effective) afin d'appuyer autant que possible leurs bibliothèques lorsqu'elles existent.

5 – Comment être informé des nouveaux produits ?

Question n°5 : Quel canal préférez-vous pour être rapidement informé de la parution des nouveaux documents produits par Forafri ?

Nous avons listé ici huit types de canaux possibles de diffusion des informations scientifiques dans la sous-région. La personne enquêtée pouvait cocher plusieurs canaux. Une case « Autres » permettait de rajouter d'autres vecteurs de communication si nécessaire.

Figure 8 : *Canal préféré pour être rapidement informé de la parution des nouveaux documents produits par Forafri*



AFF = Affiches ; **EVE** = Evénements (atelier, colloque...) ; **INT** = Internet ;
MAI = Mailing relayé par un organisme professionnel ; **PHE** = Presse hebdomadaire ;
PPP = Plaquettes, prospectus promotionnels ; **PQU** = Presse quotidienne ; **TRA** = Télévision/Radio.

Indiscutablement internet, sous son aspect courrier électronique apparaît comme le canal de communication préféré : 60% des personnes ayant répondu au questionnaire désirent être informées rapidement via internet de la parution de nouveaux documents Forafri.

Si internet est largement plébiscité pour être informé, ce n'est pas le lieu préféré – loin s'en faut – de dépôt des documents pour consultation (voir figure 7). Cela fait ressortir la différence entre le courrier électronique (vecteur de communication) et la consultation des sites web (sources d'information). Si l'accès à internet n'est pas toujours facile et souvent coûteux (en particulier la navigation sur les sites), nombre des personnes interrogées disposent d'une adresse électronique. C'est ainsi qu'une fois par semaine en moyenne, les plus motivés passent par un cybercafé pour lire leur courrier et envoyer quelques messages. Un système de mailing par liste pour relayer les annonces reçues s'est aussi



développé au niveau des projets de recherche de la région et des grandes ONGs. Si cela ne permet pas de diffuser largement des gros documents, cela suffit toutefois pour véhiculer rapidement de courts messages à un nombre important de personnes. De nombreuses personnes de la région (en particulier les chercheurs) sont conscientes du fait que la communication rapide avec les autres collègues passe désormais par le courrier électronique.

Le second canal de communication le plus cité (41 % des répondants) concerne la communication événementielle, lors de colloques, ateliers ou séminaires de travail. Le mailing, relayé par les organismes professionnels, arrive en troisième position : un peu plus du tiers des répondants sont intéressés par ce vecteur de communication.

Qu'il s'agisse d'internet, de la participation à des colloques ou du mailing, ces trois canaux de communication sont ciblés et fonctionnent à travers des réseaux de personnes. Ils peuvent toucher directement la personne à qui est destinée le message sans que celle-ci n'ait à rechercher l'information. Ce n'est pas le cas des autres vecteurs de communication (radio, télévision, presse, affiches, prospectus), moyens de communication de masse, qui ne sont pas adressés exclusivement à une liste de personnes en particulier. L'information à travers ceux-ci demande une démarche volontaire : allumer la radio ou la télévision, acheter le journal, aller dans les lieux d'affichage. L'information n'arrive pas directement auprès de la personne potentiellement intéressée : dans beaucoup de cas, il faut aller la chercher, rester à l'affût de ce qui peut être intéressant.

Ces différences expliquent peut-être les scores plus faibles obtenus par ces canaux de communication. Ceci étant, ces scores varient tout de même entre 20 et un peu plus de 25 %. Une partie des personnes enquêtées y recherchent tout de même des informations utiles à leur travail. Outre les journaux, les affiches dans les ministères concernés par la problématique de la forêt sont citées par quelques personnes enquêtées en RDC. Les émissions de télévision sur l'environnement en général, telle que celle de la CRTV (Cameroun) « Echos des forêts », occupent aussi une place non négligeable dans les réponses. En complément, le tableau de l'annexe 4 présente les titres de journaux cités par les personnes enquêtées.

Si les médias de masse (radio, télévision, presse) sont consultés par les personnes enquêtées à la recherche d'informations utiles, en particulier concernant la parution de nouveaux documents, les moyens de communication plus ciblés tels que le courrier électronique sont privilégiés par un grand nombre de personnes. L'équipement en matériel informatique et la connexion sur internet des centres de recherche, des écoles forestières, des administrations clefs dans le secteur forestier, des ONG et des opérateurs privés, permettrait de briser l'isolement entre ces acteurs, faciliterait les échanges d'informations et la valorisation des connaissances nouvelles sur les forêts et leur gestion.

6 – Qui informer en priorité ?

Question n°6 : A votre avis, quels autres acteurs il importe d'informer en priorité sur la gestion durable et l'aménagement des forêts et sur quel thème précis ?

Sur les 83 questionnaires, il n'y a eu que 61 réponses à cette question. Le répondant listait les différents acteurs sans tenir compte d'un quelconque ordre de priorité. Dans l'analyse, nous avons tenu compte du nombre de citations des grandes catégories d'acteurs. Le détail des réponses et des thèmes évoqués est présenté dans le tableau 3.

Les catégories d'acteurs revenant le plus fréquemment sont, par ordre décroissant d'importance : les populations locales, les exploitants forestiers, les élus et les décideurs politiques, les enseignants-chercheurs et les étudiants, puis les ONG.

Ceci doit être interprété au regard de la composition socio-professionnelle des personnes ayant répondu au questionnaire (voir chapitre 1) : cadres administratifs, enseignants-chercheurs et responsables de projets forment près de 80 % des répondants.

Tableau 3 : Résultats des réponses à la question n°6

Catégories d'acteurs	Nombre de citations	Thèmes précis
Populations locales	38	-Utilisation rationnelle des PFNL (sensibilisation à assurer par les ONG). -Décentralisation. -Gestion des conflits. -Gestion participative des ressources naturelles. -Le « genre » dans le développement (femmes rurales).
Exploitants forestiers	31	-Exploitation forestière à faible impact. -Utilisation rationnelle des ligneux et récupération des rebus de sciage. -Mieux comprendre l'aménagement (termes simples – démystification).
Parlementaires Décideurs politiques Elus locaux	24	-Décentralisation de la gestion des ressources naturelles. -Explication claire de l'aménagement des forêts. -Enjeux et impacts socio-économiques. -Mécanismes législatifs (fiscalité,...). -Impact de la gestion forestière sur le développement local et la réduction de la pauvreté. -Notions de base sur la gestion durable des ressources naturelles.
Enseignants-Chercheurs Elèves et Etudiants Ecoles des Eaux et forêts	19	-Adapter les cours à la nouvelle problématique sur la gestion durable des ressources naturelles. -Education environnementale. -Démarches, méthodes pour mettre en œuvre la gestion durable et l'aménagement des forêts.
ONG	14	-Education environnementale sur la gestion durable des forêts.
Cadres des Ministères des Eaux et Forêts	9	-Forum de discussion sur la gestion durable des ressources des forêts.
Journalistes environnementalistes	1	-Education environnementale
Projets de conservation	1	-Techniques et outils spécialisés.



Il paraît assez logique qu'ils citent les populations locales et les exploitants forestiers – marginalement représentés dans notre échantillon – comme les catégories d'acteurs qu'il importe d'informer en priorité compte tenu de leur importance dans la gestion et l'exploitation des ressources forestières sur le terrain.

L'importance du rôle des parlementaires est aussi bien mise en évidence dans ces résultats (du fait, en particulier, des décisions politiques qu'ils prennent au nom des tous les autres acteurs de la société) et, dans une moindre mesure, celle des ONG et des enseignants-chercheurs. Les ONG jouent ou peuvent jouer un rôle appréciable dans la sensibilisation environnementale et l'organisation des populations rurales pour une exploitation plus durable des ressources. Elles peuvent aussi servir de contre poids au secteur privé et aux administrations. Les enseignants-chercheurs ont de leur côté un rôle clefs dans la formation des gestionnaires et opérateurs économiques ainsi que dans la diffusion de nouvelles connaissances destinées à améliorer les pratiques de gestion et d'exploitation forestière.

Les thèmes évoqués ici au regard des besoins pressentis pour ces acteurs vont dans le même sens et complètent ceux évoqués au chapitre 2. Cette question a aussi suscité certains commentaires dont nous résumons dans l'encart suivant les plus représentatifs.

Synthèse de quelques avis et commentaires à propos de la question n°6

Répondant 1

« Il faut aider les chefs d'entreprise à mieux comprendre l'aménagement, décomposer les domaines puis les hiérarchiser, car le discours des aménagistes est trop spécialisé. Expliquer l'aménagement en des termes simples, démystifier. »

« Mettre en place des outils de financement pour ces instruments d'aménagement. »

« Formation au niveau de la ressource humaine très déficitaire, il faut privilégier le recyclage et le perfectionnement du personnel existant. »

« Pour les inventaires d'aménagement, il est nécessaire de faire des fiches simples et explicatives en insistant sur les aspects botaniques, fauniques... »

Répondant 2

« En plus des acteurs techniques et économiques (du moins la plupart), il reste à impliquer les populations au sens large (y compris les urbains). Il ne s'agit pas, bien sûr, de les « sensibiliser », de les « conscientiser », objectifs qui ont partout échoué car ils procèdent d'un mépris et d'une sollicitude mal placée de la part des techniciens qui savent et de populations ignorantes dont il est nécessaire de faire le bonheur malgré elles. »

« Je pense qu'une activité médiatique bien ciblée, accompagnée de visites de responsables (techniques et politiques) sur le terrain et d'actions vers les populations (sécurisation foncière, démonstrations d'intensification agricole, réponses aux demandes des agriculteurs...) et des actions multi-bailleurs, multi-partenaires, seront un début de contractualisation de la gestion durable entre l'Etat propriétaire et les populations utilisatrices de l'espace. »

« Le projet Forafri devrait donc rester le partenaire des techniciens et doit se concentrer dans cette tâche, déjà assez riche et complexe, sans s'égarer sur d'autres voies que d'autres auront à défricher. »

Répondant 3

« Outre les Etats (propriétaires des forêts) et le secteur privé (qui exploite les forêts), il y a lieu de trouver les voies et moyens d'informer les autres acteurs : populations locales, en particulier la composante jeunesse ; les chercheurs et vulgarisateurs ; les femmes rurales qui ont un rôle important dans les utilisations des produits forestiers et dont la situation exige des moyens spécifiques d'information. Les femmes rurales constituent un groupe à cibler de manière appropriée. »

Répondant 4

« En priorité, il faut informer les populations rurales sur la gestion durable et l'aménagement des forêts. De préférence cette gestion devra être faite de façon intégrée, en prenant en compte toutes les ressources naturelles, forestières, fauniques et minières. »

« L'homme rural doit être au centre du développement, acteur, concepteur et bénéficiaire. »

En guise de conclusion

Ce document de travail apporte un éclairage sur les besoins en information exprimés par des acteurs forestiers essentiellement urbains et les canaux appropriés pour faire parvenir celle-ci à leur niveau.

De ce travail, nous pouvons tirer quelques grandes leçons :

- ☞ Les principaux besoins identifiés en terme d'information concernent les méthodes et processus de gestion durable et d'aménagement des ressources forestières ainsi que les techniques et outils spécialisés permettant de les mettre en œuvre. La connaissance de la biodiversité et de la ressource forestière ainsi que leur évolution et ses conséquences économiques constituent aussi des domaines pour lesquels le besoin d'informations est important.
- ☞ Les documents papiers occupent encore une place de choix auprès des acteurs de la gestion forestière dans la région. Il est vrai que le cédérom commence à faire son chemin mais le faible équipement informatique est encore un obstacle à la réception et à la valorisation de tous les documents en version électronique. Il est donc important et utile de continuer à diffuser des documents sous format papier tout en préparant l'évolution vers plus « d'électronique » (cédérom, internet).
- ☞ La messagerie électronique est rentrée dans les mœurs, malgré les coûts de communication encore prohibitifs dans certains pays et les difficultés de fonctionnement. Elle est un vecteur privilégié de diffusion des informations ciblées sur les nouvelles connaissances. Par contre la navigation sur le web n'est pas encore à la portée de la plupart des ressortissants de la région. En général, les nouvelles connaissances mises à disposition sur sites web ne leur sont encore d'aucun secours.

A la lumière des réponses de notre échantillon enquêté, nous constatons que les besoins en connaissances sur la gestion durable des ressources forestières sont importants et ne seront convenablement comblés qu'à la suite d'investissement plus conséquents dans ce domaine de l'information et de la communication. Les efforts actuels sont nettement insuffisants aux regards des besoins et parfois pas suffisamment bien ciblés en fonction des demandes des acteurs forestiers.

Les résultats de cette enquête, si perfectibles qu'ils soient, ont servi au projet Forafri dans la définition d'une stratégie de communication et de développement de produits aussi adaptés que possible aux besoins exprimés par les acteurs forestiers. Ce document de travail est aussi une modeste contribution à la réflexion et à l'action dans ce secteur de l'information forestière et environnementale. Nous espérons qu'il sera utile à d'autres !



ANNEXES



Annexe 1

Questionnaire

Consultation des personnes et organismes concernés par la gestion durable des forêts pour un transfert des connaissances adapté aux besoins des utilisateurs

Forafri est un projet régional de capitalisation et de transfert des résultats des recherches menées dans les forêts denses humides d'Afrique auprès des différents acteurs concernés. Le projet est financé sur fond FAC-IG du Ministère français des Affaires Etrangères. Il est géré conjointement par le Cirad et le Cijfor.

L'objectif principal du projet Forafri est de favoriser l'appropriation et l'utilisation des connaissances scientifiques et techniques par les différents acteurs de la gestion durable des forêts. Ce questionnaire nous permettra de mieux cerner vos besoins afin d'y répondre de la manière la plus adaptée possible.

1. Quel poste occupez-vous?
2. Dans quel(s) domaine(s) avez-vous besoin d'informations en matière de gestion durable des forêts et d'aménagement des forêts ? (cochez la ou les cases correspondantes à vos besoins en marquant l'importance: **1** = moins important; **2** = important, **3** = très important.)

- | | |
|--|---|
| a) Connaissance des événements internationaux et de leurs impacts sur les réglementations et la gestion des forêts | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| b) Connaissance de l'évolution mondiale et nationale des ressources forestières et de leurs conséquences économiques | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| c) Connaissance de la biodiversité et de la ressource forestière (écologique, botanique, zoologique) | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| d) Démarches, méthodes et processus de la gestion durable et de l'aménagement des forêts | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| e) Techniques et outils spécialisés pour mettre en œuvre la gestion durable et de l'aménagement des forêts | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| f) Valorisation des essences forestières, transformation et commercialisation | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| g) Exemples et études de cas d'aménagement durable | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| h) Résultats d'expériences, d'observations et de mesures | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |
| i) Autres | <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> |

Si vous avez certaines idées ou certains besoins spécifiques, veuillez les préciser ci-dessous :



3. Sur quels supports et par quels canaux souhaitez-vous recevoir ou accéder à cette information ?

- | | | |
|---|------------------------------------|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> Bulletin spécialisé | Présentation/débat par des experts | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Fiches techniques, résumés (4 pages) | Posters/Planches illustrées | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Dossier complet sur un thème | Internet | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Articles de journaux | Livrets illustrés | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> CD Rom /DVD | Brochures/ Ouvrages | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Diapositives | Autres : | <input type="checkbox"/> |

4. Dans quels lieux stratégiques (organismes ou institutions...) souhaitez-vous que les documents imprimés de Forafri soient localisés pour être facilement accessibles?

1)	2)	3)	4)
----	----	----	----

5. Quel canal préférez-vous pour être rapidement informé de la parution des nouveaux documents produits par Forafri ?

- | | | |
|---|----------------------------------|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> Télévision/Radio | Evénement (atelier, colloque...) | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Mailing relayé par un organisme professionnel : lequel ? | | |
| <input type="checkbox"/> Presse quotidienne . | Quel titre ? _____ | |
| <input type="checkbox"/> Presse hebdomadaire. | Quel titre ? _____ | |
| <input type="checkbox"/> Internet | | |
| <input type="checkbox"/> Affiches. | Placées dans quel lieu ? _____ | |
| <input type="checkbox"/> Plaquettes, prospectus promotionnelles | | |
| <input type="checkbox"/> Autres | | |



6. A votre avis quels autres acteurs il importe d'informer en priorité sur la gestion durable et l'aménagement des forêts et sur quel thème précis ?

Annexe 2

Lettre d'accompagnement du questionnaire

Chers collègues,

Certains d'entre vous sont au courant de la reprise des activités du projet Forafri depuis la région. La Cellule de coordination du projet a rouvert en novembre dernier, à Libreville. Suite au Conseil Scientifique et Technique de décembre 2000 et à la mission récente d'un consultant en transfert de connaissances et communication, nous avons précisé le cadre et la substance de nos activités.

Nous avons pour mission, cette année, de diffuser sous des formes adaptées aux besoins des utilisateurs les connaissances scientifiques capitalisées par Forafri au cours des années passées (fiches techniques, documents de synthèse, plaquettes, etc.). **Afin d'essayer de répondre autant que faire ce peut aux besoins des utilisateurs**, nous venons de lancer une enquête de portée régionale. Cela implique de contacter diverses catégories d'acteurs forestiers, des administrations en passant par les exploitants, les politiques, les ONGs... jusqu'aux institutions de formation ou de recherche et aux bailleurs. Nous sommes donc en train de diffuser des questionnaires très simples qui nous permettront d'identifier ces besoins en transfert de connaissance, à la fois sur le fond (contenu) et la forme. Après hiérarchisation de ces besoins et des acteurs à cibler en priorité, nous recontacterons certains d'entre eux pour participer à l'élaboration des produits qui leurs seront destinés.

Votre temps est précieux mais vous trouverez bien une dizaine de minutes pour remplir ces questionnaires et nous les renvoyer dès que possible, n'est-ce pas! Faites le tout de suite, sinon ils risquent de rester dans un coin de votre ordinateur... et vous vous sentirez ensuite coupables de ne pas y avoir répondu par retour de courriel!!!

Nous vous remercions de bien vouloir diffuser ces questionnaires auprès de vos collaborateurs et partenaires chaque fois que vous en aurez l'occasion. Pour certains, il sera plus pratique de les leur faire remplir une fois imprimés. Vous pourrez alors nous les renvoyer par la poste.

En vous remerciant par avance,
Cordialement,

Norbert Gami
Charles Doumenge

Cellule de Coordination du Projet Forafri
BP 4035 Libreville (Gabon)
Tel : (241) 77 83 19
E-mail : forafri@assala.net



Annexe 3

Compléments d'information à propos de la question n° 2

Besoins	Détails
Transfert et valorisation de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> -Information sur les résultats des études menées en Afrique centrale (conclusions et recommandations) dans le domaine de la recherche forestière. -Accès aux publications scientifiques sur : la gestion de la faune, la flore, les aires protégées et l'aménagement durable. -Implantation des antennes du projet Forafri dans certains pays de l'Afrique centrale. -Formation – Renforcement des capacités – échanges d'expérience entre pays d'Afrique centrale. -Participation des chercheurs aux conférences, ateliers se tenant en Afrique. -Besoins de financements pour l'édition et la publication des travaux scientifiques
Formation	<ul style="list-style-type: none"> -Recyclage et perfectionnement des agents. -Formation spécifique à la gestion des ressources biologiques. -Publication de manuels de formation. -Diffusion de documents auprès des étudiants de troisième cycle. -Répertoire des institutions de formation universitaire ou post-universitaire et des institutions de recherche forestière en Afrique centrale.
Aménagement, Gestion durable	<ul style="list-style-type: none"> -Expliquer l'aménagement en termes simples (démystifier). -Besoins de documentation sur les expériences de reboisement avec les essences locales. -Information sur la gestion des forêts communautaires et la gestion en partenariat. -Problématique de la gestion décentralisée des ressources forestières. -Appropriation des processus de gestion durable des forêts en Afrique humide et intégration des populations villageoises. -Aider les acteurs à entrer dans le système SIG. -Fiches simples et explicatives sur les inventaires d'aménagement. -Nécessiter d'expliquer aux exploitants les aspects botaniques et fauniques. -Techniques et approches d'évaluation du potentiel des produits forestiers non ligneux.
Politiques forestières	<ul style="list-style-type: none"> -Information sur les politiques d'aménagement et de gestion intégrés des forêts tropicales, harmonisation des politiques forestières. -Impact de la gestion forestière sur le développement local et foresterie communautaire. -Gestion des conflits liés à la gestion des ressources forestières. -Politiques forestières des produits forestiers non ligneux. -Certification.
Economie forestière	<ul style="list-style-type: none"> -Valorisation des produits forestiers non ligneux. -Economie forestière et commerce.

Annexe 4

Titres de presse cités par les personnes ayant répondu au questionnaire

Pays	Titre	Editeur
Cameroun	Cameroun Tribune (Q) L'Action (H) Mutations – Bubinga (H) La voix du Paysan Notre Forêt aujourd'hui	
Congo	La semaine Africaine (H) Irvingia (S) L'Araignée (S) Le Canard de l'environnement (S)	ANN « Alliance nationale pour la Nature » ADIE/UNGC-Congo
France	Le Flamboyant (B) Jeune Afrique l'Intelligent (H) Bois et Forêts de Tropiques	Association SILVA Cirad-forêt
Gabon	L'Union (Q) Le Cri du Pangolin (B)	Les amis du Pangolin
Italie	Unasyva Bulletin du réseau Arbres Tropicaux (FTPP)	FAO FAO
Pays-Bas	Spore	CTA
Rép. Centrafricaine	L'Echo de Centrafrique (Q) L'Hirondelle (H)	
Rép. Démocratique du Congo	L'Avenir Infos Environnement	Ministère de l'environnement

B = Bimensuel ; **H** = Hebdomadaire ; **Q** = Quotidien ; **S** = Semestriel.



Sigles et abréviations

ADIE	Association pour le Développement de l'Information Environnementale
ANN	Alliance Nationale pour la Nature (Congo)
CARPE	Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale
CCF	Centre Culturel Français
CEFDHAC	Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale
CIFOR	Center for International Forestry Research (Centre pour la recherche forestière internationale)
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agricole pour le Développement (France)
CTA	Centre Technique et Agricole
CRTV	Cameroun Radio Télévision
FAC-IG	Fonds d'Aide et de Coopération – Intérêt Général
FAO	United-Nations Food and Agricultural Organisation (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
Forafri	Projet de capitalisation et transfert des résultats des recherches menées dans les forêts denses humides d'Afrique
OAB	Organisation Africaine du Bois
OIBT	Organisation Internationale des Bois Tropicaux
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle (France)
SIG	Système d'Information Géographique
SYNFOGA	Syndicat des Forestiers (Producteurs et Industriels du Bois) du Gabon
UICN	Union Mondiale pour la Nature
UNGC	Unité Nationale de Gestion et de Communication (ADIE)
WWF	World Wide Fund for nature (Fonds mondial pour la nature)